

LES PRINTEMPS ARABES :
UN ESPOIR
POUR LA DÉMOCRATURE ?

3 juillet 2013, le général Abdel Fattah al-Sissi s’arroge le pouvoir suprême au nom du peuple égyptien. L’écrasante vindicte populaire anti-Morsi lui sert à plébisciter le coup d’État. À l’époque, le monde occidental crie au soulagement. Commentateurs et responsables politiques se félicitent de la destitution de l’islamiste Mohamed Morsi, élu démocratiquement un an plus tôt. La présence au Caire de plus de trente millions de citoyens égyptiens venus de tout le pays, adossée à la peur du « péril » islamiste, justifie cette position. Une démocrature militaire serait moins effrayante qu’une démocratie islamiste. Et pourtant. Cinq ans plus tard, les dégâts sont considérables. En mars 2018, Abdel Fattah al-Sissi est réélu¹ avec 97,1 % des suffrages exprimés après avoir réprimé et enfermé tous les candidats de l’opposition, ou presque. Jamais l’Égypte n’a connu pire censure et atteinte aux libertés fondamentales, y compris sous le règne d’Hosni Moubarak.

À l’inverse, à quelques centaines de kilomètres à l’ouest, la Tunisie vit une transition politique d’exception. Nain démographique et territorial d’Afrique du Nord, cet ancien protectorat français demeure le seul emblème issu des printemps arabes offrant un modèle tangible de démocratisation.

Entre démocratie tunisienne et démocrature égyptienne se présente l’alternative marocaine. Ni démocratie ni complète autocratie, la monarchie chérifienne a opté pour une voie médiane de transition en direction, peut-être, d’une future monarchie parlementaire.

1. Il avait été élu en mai 2014 avec 96,9 % des voix.

Ainsi, la transition démocratique n'aura été effective que dans les pays où des élections libres ont pu être mises en place : en Tunisie, en Égypte et au Maroc. Mais les printemps arabes n'ont pas généré partout le modèle démocratique. Bien au contraire, ils ont révélé la faillite institutionnelle et communautaire des États syrien, libyen et yéménite. Ils ont conforté les régimes autocratiques ou dérivés dans le Golfe en Arabie saoudite, à Bahreïn, en Jordanie comme en Algérie.

86 Depuis la fin de la guerre froide, le modèle de la démocratie libérale aurait été mondialement adoubé ; naître dictature et devenir démocratie libérale serait le destin à suivre. En 2011, l'itinéraire est tracé, après l'Amérique latine dans les années 1980, les anciens pays soviétiques dans les années 1990, vient enfin le tour du monde arabe. Mais, manifestement, révolution n'implique pas nécessairement démocratisation. Ces printemps arabes ont même confirmé dans une large mesure les régimes autoritaires. Néanmoins, malgré le poids de l'héritage régional et la résistance du modèle autoritaire, la Tunisie fait figure d'exception. Elle laisse à penser que la démocratie n'a pas dit son dernier mot et que le processus reste en cours.

L'AVÈNEMENT D'UNE COSMÉTIQUE DÉMOCRATIQUE

2011 : un bouleversement politique irréversible pour le monde arabe

Les printemps arabes sont issus de la demande simultanée des jeunesses libérales de réformer en profondeur l'appareil socio-économique et politique de leur pays. De l'antique Égypte au royaume de Bahreïn, créé en 1971, l'antériorité des constructions étatiques et nationales diffère nettement d'un pays à l'autre. Cependant, en 2011, les peuples arabes ont un point commun : ils ne sont pas libres et souhaitent reprendre la maîtrise de leur destin. Ainsi, en janvier 2011, de Tunis à Deraa, du Caire à Sanaa, une même promesse est lancée : « Le peuple veut la chute du régime », autrement dit de l'autoritarisme. S'il y eut autant de « printemps » que de pays arabes en révolutions, tous ont porté d'une même voix l'espoir d'un changement profond.

La période révolutionnaire débute le 10 décembre 2010, quand un jeune marchand de fruits ambulancier s'immole dans la banlieue de Tunis. Ses précaires conditions de travail l'ont fait passer à l'acte. L'embrasement est collectif. La corruption, le chômage, l'impossible ascension sociale, constituent le cœur de la révolte. Dès lors et jusqu'à l'été 2011, le processus aboutit à trois situations politiques et sociales successives. Il est enseveli sous la répression des timides mouvements de contestation en Arabie

saoudite, à Bahreïn, en Jordanie ou en Algérie. Il fait exploser les rivalités communautaires dans les États où la cohésion sociale n'est que façade : au Yémen, en Syrie et en Libye. Enfin, il mène à une transition démocratique providentielle et islamiste en Tunisie, en Égypte et au Maroc.

Ce mouvement historique et multiforme est rapidement nommé « Printemps arabe » par analogie à celui de 1848. Ce dernier correspond pourtant à un tout autre contexte. Moment clé de l'émancipation des nations européennes en formation, il réunit des sociétés bouleversées par le capitalisme industriel. Or en 2011, à l'exception de la Libye, l'identité nationale est déjà élaborée, y compris dans les jeunes pétromonarchies du Golfe. Aussi, le monde arabe n'est pas déconnecté du système libéral mondialisé. Grâce à l'exploitation des énergies fossiles, il fut même à l'origine de son financement au bénéfice exclusif de ses dirigeants. En effet, le népotisme et la prédation des dictateurs des familles Ben Ali ou Moubarak, par exemple, empêchent un développement profitable au plus grand nombre. Autre distinction manifeste avec 1848, le contexte de l'interconnexion des peuples. Malgré la censure des régimes autoritaires, la révolution numérique répandue dans le monde arabe a donné des outils nouveaux aux révolutionnaires, galvanisés et encouragés par un autre mouvement social issu des sociétés occidentales : les *Indignados*. À la suite des jeunesses arabes, ces derniers placent l'égalité, la liberté et la justice sociale au centre de leur discours. Ainsi, les révolutions arabes s'inscrivent-elles dans un contexte mondial économique, politique et social très éloigné de celui de 1848. L'enjeu de départ n'est pas un combat pour l'affirmation de l'identité nationale mais bien une lutte pour le développement et la justice sociale.

87

De fait, si l'on donne écho à ces événements, 2011 incarne une charnière historique sans précédent : un nouvel espace de parole et de réflexion ouvert de manière irréversible et collective. Ces transformations ont d'ailleurs eu un impact dans les sociétés où le jasmin révolutionnaire n'a émis que de faibles effluves – à Oman, à Bahreïn ou en Jordanie. L'une des figures des Frères musulmans en Jordanie, Zaki Bani Irsheid, a décrit ce moment très spécial pour la population du pays : « Ce mouvement spontané a littéralement transformé nos manières de penser. En 2011, tous les Jordaniens étaient accrochés à leur poste de télévision pour suivre les événements en Égypte et en Tunisie. C'est un tournant historique pour les régimes en place comme pour toutes les organisations politiques². » Il rappelle à juste titre que l'esprit des contestations de 2011

2. Entretien avec l'auteure, Amman, octobre 2018.

n'est pas mort pour autant et qu'une prochaine révolution viendra. Pour la première fois dans l'histoire du monde arabe, les jeunesses populaires ont déstabilisé collectivement et durablement les régimes autoritaires au point d'imposer, à défaut d'une démocratisation globale, de nouvelles pratiques politiques.

Pratiques démocratiques plus que démocratisation

À la seule condition qu'elles soient libres, la tenue d'élections demeure l'acte de naissance de la transition démocratique. Actuellement, les élections locales et nationales en Tunisie font figure d'exception, tout comme les élections législatives au Maroc. Partout ailleurs, elles sont contrôlées ou affichent seulement des apparences de pluralisme.

88 En 2011, la transformation des appareils politiques autoritaires égyptien et tunisien naît des révoltes de jeunesses libérales politisées et de plus en plus nombreuses. Les résultats sont immédiats; les dictateurs de ces pays fuient ou démissionnent et des élections au suffrage universel sont organisées la même année. Au Maroc, le Mouvement du 20-Février incarne la même colère sociale. Mohammed VI comprend rapidement que la sortie de crise se négociera en concédant une nouvelle constitution dont le premier principe fixe l'orientation: «Fidèle à son choix irréversible de construire un État de droit démocratique, le royaume du Maroc poursuit résolument le processus de consolidation et de renforcement des institutions d'un État moderne.» Désormais, «le pouvoir exécutif viendra du peuple», le Premier ministre est désigné parmi la formation politique majoritaire aux élections parlementaires et non plus par le roi. Cette concession est un tournant: elle donne une légitimité populaire aux élections jusque-là sans contenu.

En un an, les élections démocratiques sont mises en place dans les trois pays. Elles sont suivies dans le monde entier et leur déroulement respecte toutes les règles imposées par les commissions électorales. Elles aboutissent à l'intégration politique des partis islamistes dérivés des Frères musulmans, revenus de dissidence et admis légalement par les urnes. Le système démocratique a donné une légitimité à l'islamisme politique.

Cependant, la culture démocratique n'est pas encore acquise car la pratique électorale ne suffit pas à l'instaurer. En Égypte, les islamistes s'imposent à tous les échelons et remportent les élections législatives de janvier 2012 puis la présidentielle en juin. Mais leur inexpérience du pouvoir et leur absence de vision stratégique leur coûtent leur légitimité: ils sont renversés en juillet 2013. À l'inverse, les partis islamistes obtiennent durablement la majorité parlementaire en Tunisie et au Maroc: sans

jamais gouverner, Ennahdha est devenue la première force politique tunisienne, tandis que le Parti de la justice et du développement est à la tête du gouvernement marocain depuis 2011.

Outre ces différences dans l'exercice du pouvoir, les islamistes ont omis deux chantiers indispensables à la pérennité de la transition démocratique : constituer une société civile viable et mettre en place des réformes économiques et sociales. Seule la Tunisie peut compter sur l'assise de syndicats, dont l'action a marqué significativement sa transition politique. Mais, économiquement, les manquements demeurent sans équivoque, et le déficit de développement est avéré dans tout le monde arabe.

En janvier 2018, les manifestations violentes reprennent dans toute la Tunisie, le slogan de 2011 « Liberté et dignité » est relancé. Aujourd'hui, les conditions sociales ne permettent pas de vivre avec dignité. Le chômage avoisine toujours les 15 % et la loi de finances ne favorise aucunement les travailleurs précaires. Au Maroc, le Rif, région la moins développée économiquement, catalyse les insuffisances d'un système social figé. Les répressions policières très violentes du mouvement des jeunes Rifains Hirak démontrent que le royaume peine à répondre aux doléances du peuple. L'association manquée du développement et de la transition démocratique démontre donc les lacunes importantes du processus engagé en 2011 dans les pays ouverts comme dans les pays fermés.

89

De même, le combat pour l'égalité homme-femme piétine malgré les avancées notables dans la sphère politique. La présentation de femmes salafistes aux élections législatives en Égypte et la présence d'élues islamistes en Tunisie et au Maroc l'attestent. Mais les discriminations restent omniprésentes ; le lynchage de femmes non voilées pendant le Ramadan au Maroc ne peut qu'accréditer ce constat.

Les printemps arabes ont donc concrétisé des pratiques démocratiques sans pour autant générer de culture démocratique véritable. Ils ont ouvert un nouvel espace de parole visible ou invisible que les régimes autoritaires tentent de juguler par différents moyens.

ENTRE HÉRITAGE ET MODERNITÉ DE L'AUTORITARISME ARABE

Une conception arabo-musulmane de l'autorité

Faire tomber les têtes des dirigeants tunisien et égyptien à onze jours d'intervalle en janvier 2011 a permis d'adresser un signal fort à l'ensemble des monarques et dictateurs du monde arabe. Après Zine el-Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak, la chute est désormais envisageable. Qu'elle soit

dynastique ou élective, aucune monarchie de la région n'est dotée de la forme parlementaire. Le pouvoir demeure centralisé. La création de régimes autoritaires s'est imposée à la suite de l'effondrement de l'Empire ottoman en 1920. Ils ont été encouragés par les Anglais, les Américains et les Français au moment où les ressources pétrolières deviennent *l'or noir*. De plus, l'organisation tribale des sociétés arabes justifie l'émergence d'un pouvoir fort inscrit sur la durée. Ainsi, deux formes principales de régimes autoritaires investissent le champ politique : les monarchies et les républiques. Parallèlement, le monde arabe s'est vu proposer deux nouvelles offres idéologiques : le panislamisme hérité des réformistes de la salafiyya du XIX^e siècle et le panarabisme, mouvement socialiste et laïque, structuré après 1945. Sous l'égide du président égyptien Gamal Abdel Nasser et des partis baasistes, les panarabistes ont dépassé les islamistes en promouvant finalement un puissant nationalisme. Le mouvement panarabe a donc permis de confirmer les chefs dans leur position pro-américaine ou pro-soviétique. À partir de 1991, la démocratie libérale devient le modèle à suivre. Il faut mettre en scène l'ouverture d'une manière ou d'une autre. L'année suivante, le roi saoudien crée une assemblée consultative de soixante membres, sans aucun pouvoir réel.

L'ouverture à des processus électoraux plus crédibles s'agence au milieu des années 2000. En Égypte, Hosni Moubarak fait ouvrir l'élection présidentielle au suffrage universel tout en continuant d'interdire les partis jugés dangereux pour le régime. Au même moment, le roi saoudien élargit l'assemblée consultative à cent cinquante membres et la Syrie de Bachar al-Assad organise ses dernières élections parlementaires en 2007. Manifestement, l'ouverture doit être mise en scène. Si elle n'altère en rien l'exercice du pouvoir autoritaire, elle concède simplement aux partis d'opposition un semblant de réalité.

Les partis socialistes étaient les ennemis des pouvoirs centraux jusque dans les années 1980 ; les partis islamistes les remplacent et s'exilent dans les années 1990. Cependant, dès les années 1950, la confrérie des Frères musulmans est prise au sérieux par Gamal Abdel Nasser, qui la réprime sévèrement. L'ensemble des dictatures républicaines a suivi l'exemple nassérien. Par ailleurs, l'astuce des monarchies saoudienne et marocaine pour contrecarrer les percées islamistes est de doter la personne royale de statuts religieux sacrés renforçant son autorité. Le monarque marocain est officiellement « commandeur des croyants » à partir de 1962 tandis que le roi saoudien devient « serviteur des lieux saints de l'islam » (La Mecque et Médine) en 1986. Ces statuts assoient leur légitimité : ils sont les descendants directs du prophète Muhammad. Par ailleurs, la

résistance autoritaire se mélange au respect de la tradition dynastique dans tout le Moyen-Orient comme au Maghreb. L'utilisation du conservatisme religieux demeure un bon outil pour maîtriser les revendications d'émancipation, et l'autoritarisme se justifie aussi par le respect des règles fondamentalistes, en Arabie saoudite notamment. Depuis la chute de l'Empire ottoman, la réactivation d'une mythologie califale comme âge d'or des premières dynasties arabo-musulmanes permet de justifier la légitimité autoritaire de certains dirigeants – l'Organisation de l'État islamique ayant poussé à l'extrême cet aspect. La tradition organisationnelle des sultanats et émirats a perduré aux Émirats arabes unis, à Bahreïn, au Qatar. Les émirats s'appuient sur l'héritage symbolique pour exercer leur autorité. Avec un bémol cependant pour le sultanat d'Oman, qui s'est transformé en pays vitrine de l'ouverture et de la tolérance sociale dans l'ensemble du Moyen-Orient.

91

L'ouverture à la modernité est devenue l'outil de communication de l'autorité. La lutte contre le terrorisme et l'adhésion aux principes des droits de l'homme demeurent les marqueurs symboliques d'une modernisation des régimes autoritaires arabes.

La portée du nouveau modèle saoudien : l'autocratie moderne

Si l'Arabie saoudite n'a pas succombé aux révolutions arabes, elle vit depuis 2015 une véritable révolution de palais. En 2011, le roi Salman avait clairement maté les embryons de contestations populaires survenus dans le pays et à Bahreïn, ce micro-État satellite des Saoudiens. La dénonciation contestataire du chômage très élevé et de l'invisibilité des femmes dans la société saoudienne a conduit la monarchie à changer de stratégie progressivement. Le fils de Salman, Mohammed ben Salman, dit MBS, devenu prince héritier le 21 juin 2017, a consolidé son pouvoir personnel, tout en ayant lancé en 2016 un plan de modernisation économique et social nommé « Vision 2030 ». En évinçant son cousin, l'héritier légitime, MBS et son père ont renforcé la monarchie héréditaire au mépris de la traditionnelle monarchie élective et du très conservateur clergé wahhabite. La rhétorique du pouvoir de MBS tranche complètement avec la tradition, il confisque toute l'autorité mais permet aux femmes de conduire et aux jeunes hommes d'organiser des concerts et d'aller au cinéma. Son objectif est de gérer au mieux les contestations des 30 ou 40 % de jeunes touchés par le chômage et de sortir au plus vite de la dépendance de la rente pétrolière. Pour ce faire, il faut contenter les jeunes et les partenaires étrangers. MBS octroie donc de nouveaux droits et en spolie d'autres. À cet égard, l'assassinat présumé du

journaliste Jamal Khashoggi à l'ambassade saoudienne de Turquie, le 2 octobre 2018, lui vaut juste un blâme de la part de la communauté internationale. Promoteur de la démocratie, le journaliste saoudien a soutenu les printemps arabes et s'est exilé aux États-Unis juste après l'intronisation de MBS. Très critique à l'égard du prince, il est mort pour ses idées, trop progressistes et non conformes à celle de la monarchie actuelle.

92 L'Arabie saoudite, très interventionniste au Yémen, au Liban et dans l'ensemble des pays du Golfe contre l'Iran, fait actuellement figure de modèle pour les régimes autoritaires. Seule monarchie à porter le nom de la dynastie régnante, elle offre un nouveau modèle d'autocratie. Sa tendance à la modernisation est suivie unanimement. Les symboliques « pas en avant » des régimes autoritaires ont deux grandes vocations : apaiser la grogne sociale sous-jacente et donner aux partenaires extérieurs la garantie de leur modernité. En Jordanie, le roi Abdallah II permet aux Frères musulmans interdits chez ses voisins de se présenter dans une coalition politique aux élections législatives de 2016. En réalité, le pouvoir royal manœuvre habilement entre contrôle et division de la formation politique islamiste. Il ne s'agit pas d'une transition amorcée vers la démocratie mais d'une suite d'actions cosmétiques et médiatiques leur permettant de garder le pouvoir.

L'investissement massif des Saoudiens dans les pays traversés par les printemps arabes a souligné leur volonté de lier des partenariats avec les régimes en transition. Mais l'accueil actuel diffère en fonction des évolutions politiques. Le roi du Maroc ne s'oppose pas directement à la politique de MBS ; il souligne en revanche l'indépendance de ses positions. L'Égypte, elle, demeure très proche du régime saoudien. Cet allié financier et diplomatique tient indirectement une position privilégiée dans son échiquier politique. Les salafistes égyptiens du parti Al-Nour, soutenus par la monarchie, survivent systématiquement aux purges du régime. À l'inverse, la société civile tunisienne a dénoncé la venue de MBS à Tunis le 27 novembre 2018 : « Non à la profanation de la Tunisie, pays de la révolution ». Les manifestants s'indignent contre le « bourreau » de Jamal Khashoggi, dont la famille a donné refuge à son ancien dictateur Ben Ali et qui endort ses dirigeants à coup de pétrodollars. Ce réflexe est démocratique. Il révèle le rejet prononcé d'une partie des Tunisiens vis-à-vis d'un régime autocratique dont ils craignent grandement l'influence.

L'EXCEPTION DÉMOCRATIQUE TUNISIENNE
FACE À LA TENTATION DE LA DÉMOCRATURE

Du point de vue occidental, la Tunisie oscillerait – non sans heurts – entre avancées et reculs depuis 2011.

Le risque de l'autoritarisme: mythe et réalité

Islamistes d'Ennahdha et nationalistes de Nidaa Tounes assurent à partir de 2014 un régime de coopération politique. La présidence et le gouvernement sont aux mains de Nidaa Tounes. Au nom d'une coalition solide et porteuse d'espoirs pour la pérennité du pacte démocratique, les deux partis politiques ont finalement renforcé leurs têtes dirigeantes. Dans chaque parti, la tentation de l'autoritarisme est décriée, autant que l'absence de renouvellement des générations gouvernantes. Du haut de ses 92 ans, l'actuel président de la République, Béji Caïd Essebsi, n'incarne guère un esprit en marche vers la rupture ou la modernisation. Acquis à la cause bourguibiste, qu'il porte encore, il s'impose de plus en plus comme « père de la nation ». Même constat pour le président de l'Assemblée des représentants du peuple : âgé de 85 ans, Mohamed Ennaceur fait partie de la première garde de Nidaa Tounes et ne séduit guère les jeunes par ses positions sonnantes parfois très « ancien régime ».

93

Quant au chef du parti Ennahdha, Rached Ghannouchi, beaucoup plus jeune – il a 77 ans –, il a su mettre à profit la légitimité acquise par son expérience de l'islamisme en Tunisie et à l'étranger depuis les années 1990. À l'inverse, les nouvelles générations qui forment les bases du parti n'ont pas vécu l'exil ni la remise en question qui s'est imposée aux partisans d'Ennahdha, anciennement Mouvement de la tendance islamique. Les jeunes sont plus radicaux que les cadres et n'ont pas la connaissance livresque de leurs aînés sur le dogme ; ils sont davantage rompus aux sites islamistes en ligne et aux prêches salafistes très en vogue à partir de 2011.

Depuis 2014, Ennahdha et Nidaa Tounes partagent une certaine tendance à la personnalisation du pouvoir dénoncée par les partis démocrates. La coalition des deux familles d'opposition génère une défiance au sein des groupes politiques. Les bases se plaignent de ne pas être entendues. En mai 2016, pour montrer patte blanche aux islamosceptiques et pour atténuer la polarisation pro- ou anti-islamiste qui gagnait Nidaa Tounes et la scène médiatique, Ennahdha a annoncé que le parti distinguait « le politique du religieux ». Ainsi, la volonté de Ghannouchi était de garder un pied bien ancré dans le système décisionnel, quoi qu'il en coûte. On le taxe de pragmatique, et il ne s'en défend pas. Son but est de permettre

à son parti de rester intégré au pouvoir pour continuer d'exister malgré la défaite aux élections.

Le 26 octobre 2014, Nidaa Tounes a obtenu la majorité des voix de l'Assemblée des représentants du peuple. Libéral et laïque, fondé en 2012, il rassemble les partis d'opposition au parti islamiste, perçu comme une potentielle menace pour la jeune démocratie. Attaché à la tradition islamique sans promouvoir l'islamisation du pays, Nidaa Tounes est en revanche l'opposant des salafistes, avec lesquels les « nahdaouis » (partisans du parti Ennahdha) ont flirté de 2011 à 2013. Pourtant, Béji Caïd Essebsi est devenu président de la République tunisienne sans avoir jamais été un fervent partisan de la démocratie. Si les nationalistes ont dépassé les islamistes avec leur accord, les deux familles politiques ont cohabité jusqu'à septembre 2018 dans un espace de cogestion politique majoritairement favorable à Nidaa Tounes.

Les élections locales de mai 2018 ont en revanche basculé en faveur d'Ennahdha, qui a décidé de rompre son alliance, observant les scissions au sein d'un parti en difficulté et en vue des prochaines élections présidentielles.

Acquis et défis de la démocratie tunisienne

Pour la jeune démocratie tunisienne, la menace de l'autoritarisme n'est jamais complètement écartée; cependant, des avancées incontestables confortent la transition démocratique en cours. La liberté de conscience est inscrite depuis janvier 2014 à l'article 6 de la Constitution. Les femmes ont obtenu l'égalité des sexes en matière d'héritage, tandis que le premier festival LGBT s'est tenu sans heurts à Tunis, en janvier 2018. Ces évolutions sont un pied de nez magistral lancé aux salafistes tunisiens, déjà révoltés par deux décisions: la création de « Shams Rad », la première radio gay du monde arabe, et le droit d'épouser des non-musulmans acquis par toutes les Tunisiennes. L'acculturation démocratique s'élabore pas à pas. Aussi, sur le plan institutionnel, un acteur clé œuvrant pour la démocratie sociale doit être pris en compte: l'Union générale tunisienne du travail (UGTT). En 2013, le puissant syndicat est parvenu à rétablir une situation de crise politique périlleuse déclenchée par les assassinats de Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi, deux opposants de gauche. L'UGTT a dénoncé la violence politique présente dans le pays en appelant à des manifestations pacifiques pour enrayer la vague de violences d'origine salafiste; elle a aussi enjoint au parti islamiste Ennahdha d'interdire les ligues radicales. Pour saluer son rôle de garant de la stabilité du processus démocratique, l'UGTT a été récompensée du prix Nobel de la paix en 2015, aux côtés de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, du conseil de l'Ordre national des

avocats de Tunisie et de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat. Une distinction honorifique et politique pour soutenir le fabuleux destin de la jeune démocratie tunisienne.

Ainsi, les avancées démocratiques sont reconnues et encouragées sur la scène internationale en dépit des hauts et des bas du système politique tunisien actuel. Le fléau autoritaire, voilà l'ennemi. L'Instance vérité et dignité, chargée de mettre en lumière les violations des droits de l'homme commises sous les présidences Bourguiba et Ben Ali, est actuellement menacée, le Parlement ayant refusé de prolonger son mandat. Cette structure vise à reconnaître les dommages subis par les victimes des régimes autoritaires, mais son travail impose un exercice cathartique qui peut mettre certains élus en position délicate. Un autre chantier à baliser est celui de l'instauration de la Cour constitutionnelle tunisienne, qui permettrait de protéger les institutions et d'éviter une présidentialisation totale du régime.

95

À l'approche de l'élection présidentielle de 2019, un potentiel tour de vis autoritaire menace encore. Des velléités de « restauration » de l'ordre ancien sont d'autant plus à craindre que la cogestion n'a pas offert aux autres familles politiques les moyens réels de s'insérer dans le débat. La démocratie tunisienne est donc encore en chantier. Au rythme d'un va-et-vient alternant ouverture et tentation de restauration, elle s'éprouve encore dans le but d'incarner un jour peut-être une *idée certaine* de la démocratie arabe.

*

Résumer les printemps arabes en une victoire de l'autoritarisme sur le modèle démocratique demeure trop réducteur pour saisir les conséquences politiques et sociales de ces mouvements. De nouveaux espaces de contestation visibles ou clandestins existent aujourd'hui, et l'expérience révolutionnaire continue d'agir grâce à une génération qui n'a pas consommé sa jeunesse. Toutefois, la tendance à la modernisation des régimes autoritaires freine encore la séduction du modèle démocratique. En ce sens, le coup d'État de 2013 en Égypte a marqué une vraie rupture et l'emblème de cet événement a dépassé les frontières. Les printemps arabes auraient ainsi amorcé leur pleine entrée dans un hiver vigoureux, annonciateur d'un funeste destin : celui de la victoire de l'autocratie sur la démocratie. Si l'on regarde de plus près la polymorphie politique actuelle du monde arabe, ses tumultes et ses transformations, la caricature saisonnière figée ne tient plus.

B I B L I O G R A P H I E

- Amin Allal et Vincent Geisser (dir.), *Une démocratisation au-dessus de tout soupçon ?*, Paris, CNRS Éditions, 2018.
- Hamit Bozarslan, *Révolution et état de violence. Moyen-Orient 2011-2015*, Paris, CNRS Éditions, 2015.
- Michel Camau et Luis Martinez, *L'Autoritarisme dans le monde arabe*, Le Caire, CEDEJ, 2005.
- Anne-Clémentine Larroque, *L'Islamisme au pouvoir: Tunisie, Égypte, Maroc*, Paris, PUF, 2018.

R É S U M É

Le monde arabe connaît une profonde mutation de ses structures politiques et sociales depuis le surgissement des printemps arabes en 2011. Si la complainte des peuples est devenue partout plus audible, les régimes autoritaires entendent bien résister et s'adapter à cette nouvelle donne. Ils ont renforcé partout leur pouvoir par crainte de l'insurrection populaire. Ainsi, la modernisation du royaume saoudien plus autocratique que jamais se confronte à un nouveau modèle opposé: la Tunisie, où la démocratisation est à l'œuvre.